

Regarder en face les ruptures de Donald Trump !

[Par Cyrille Schott](#) | 27/05/2020, 8:00 | 2206 mots



"Donald Trump a bel et bien introduit dans la politique américaine des ruptures qu'il ne faut pas banaliser, en soutenant qu'elles étaient déjà en chemin sous ses prédécesseurs", avertit Cyrille Schott, préfet honoraire de région, ancien directeur de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), membre du bureau d'EuroDéfense France. (Crédits : DR)

Quoi qu'on en dise Donald Trump, en unilatéraliste proclamé, a bel et bien introduit dans la politique américaine des ruptures géopolitiques. Par Cyrille Schott, préfet honoraire de région, ancien directeur de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), membre du bureau d'EuroDéfense France.

Dans les colloques ou les articles dits sérieux, il est de bon ton pour les "spécialistes" de montrer la continuité entre la politique internationale des États-Unis de Donald Trump et celle de ses récents prédécesseurs, en mettant l'accent sur le virage vers le Pacifique, une tendance au repli, l'éloignement de l'Europe, voire l'hostilité envers l'accroissement de la puissance de son Union, en s'appuyant sur des faits, des déclarations ou des écrits officiels déjà anciens de plusieurs années. Ce faisant, l'on banalise l'action de Donald Trump.

Effectivement, lorsque l'on élève le regard et contemple la scène mondiale en embrassant les siècles, les continuités apparaissent, même là où l'on ne s'y attend pas. Au regard de la tendance multiséculaire à l'expansion de l'empire russe, Staline apparaît comme le descendant des tsars, le plus grand et le plus terrible des tsars, celui qui a étendu la domination depuis le Pacifique jusqu'au centre de l'Europe. Pour déterminer concrètement une politique internationale et son évolution, il faut cependant regarder en face, à l'échelle humaine, les ruptures en géopolitique. Or, Trump a bel et bien introduit des ruptures dans ce domaine.

Les États-Unis se retirent des traités de désarmement

Entre 1972 et 2010, sept grands accords de désarmement ont été signés entre les États-Unis et l'URSS puis la Russie, Richard Nixon, en 1972, et Barack Obama, en 2010, étant les présidents américains. Des traités de désarmement multilatéraux ont vu le jour. Ces accords ont permis de limiter la progression des armements, de favoriser la Détente, d'établir des mécanismes de contrôle et finalement une certaine confiance.

Rien de tel, Trump ayant accédé à la présidence des États-Unis. Il se retire en 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien, signé sous son prédécesseur par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne. Il se retire en 2019 du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, signé en 1987 par Reagan et Gorbatchev. Il vient d'annoncer son retrait unilatéral du traité *Ciel ouvert*, qui réunit 34 pays, surtout européens, et permet les survols réciproques des territoires respectifs.

S'il est réélu, il est probable qu'il dénoncera le traité sur la réduction des armes nucléaires stratégiques (START), qui expirera l'an prochain. Certes, la Chine n'est pas partie prenante de ces traités, conclus dans un autre contexte international. Certes, la Russie a entrepris son réarmement. Certes, aucun traité n'est parfait. Ces accords ont cependant installé, spécialement en Europe, une architecture du désarmement permettant le dialogue et soutenant la paix. Trump a commencé le démantèlement de cette architecture. Il ne croit pas à la confiance. Il ne croit qu'au rapport de force.

L'Europe, une "ennemie" sur le plan commercial

La confrontation des États-Unis avec la Chine progresse depuis des années. Face à la montée en puissance, économique, militaire, scientifique, diplomatique du géant asiatique, les États-Unis ont, avant la présidence Trump, entrepris de renforcer leurs alliances. Barak Obama a lancé le partenariat transpacifique avec onze pays et, après des années de négociations, de fait laborieuses, est parvenu à signer un accord, qui attendait d'être ratifié.

La même démarche a été engagée du côté européen, avec le projet de traité de libre-échange transatlantique, accueilli il est vrai de façon diversifiée, mais qui signifiait la volonté d'Obama de renforcer les liens avec l'Europe. Depuis les années 1990, des sommets réguliers se tenaient entre l'Union européenne et les États-Unis, conscients de l'importance de ce partenariat. En avril 2016, Obama a exprimé à Londres son opposition au Brexit : *"En tant qu'ami, laissez-moi vous dire que l'Union européenne rend le Royaume-Uni encore plus fort"*. Il n'a certes pas manqué de préciser, s'agissant de la présence britannique au sein de l'Union européenne : *"Il se trouve que c'est dans l'intérêt des États-Unis"*.

En effet, Londres a toujours eu à l'esprit sa relation spéciale avec l'Amérique, spécialement dans le champ militaire, où elle a freiné les initiatives européennes. Quoiqu'il en soit, la volonté de fortifier une *"ceinture"* pro-américaine autour de la Chine allait de pair avec l'idée de vivifier le socle transatlantique avec une Europe reconnue comme partenaire, par-delà les différents commerciaux surgissant de temps à autre.

Rien de tel avec Trump ! Il s'empresse de se retirer de l'accord transpacifique. Il arrête les négociations sur le traité transatlantique. Il déclare l'Union européenne, *"ennemie"* sur le plan commercial. Il encourage vivement le Brexit. Il travaille activement à la division des Européens.

Trump, unilatéraliste proclamé

Lorsque ses prédécesseurs engageaient - à plus ou bon escient, cela n'étant pas la question ici - une action militaire, que ce soit en Irak, en Afghanistan ou contre Daesh, ils créaient une coalition, en y incluant spécialement leurs alliés européens, et, s'ils se repliaient, il en débattaient du moins avec ces alliés. Même, lorsqu'ils refusaient d'être en première ligne dans une opération, comme celle des Français et des Britanniques en Lybie contre Kadhafi, ils lui apportaient du moins leur soutien.

Rien de tel avec Trump ! Lorsqu'il fait tomber sur l'Afghanistan, *"la mère de toutes les bombes"*, la plus grosse bombe non-nucléaire jamais utilisée, il n'en prévient personne. Lorsqu'il retire ses troupes et abandonne ses alliés kurdes face à la Turquie en Syrie, il met Français et Britanniques devant le fait accompli.

Les États-Unis ont bâti, à l'issue de la seconde guerre mondiale, une organisation universelle autour de l'ONU, fondée sur les valeurs de l'Occident. Malgré ses faiblesses, cette organisation a favorisé le maintien de la paix. Les États-Unis, devant l'arrivée des nations issues de la décolonisation et le réveil d'anciennes puissances, y ont vu diminuer leur influence et, à plusieurs reprises, ont eu des moments de tension avec tel ou tel organisme, comme l'UNESCO. Cependant, leur place dans le Conseil de sécurité, leur réseau d'alliés, leur puissante

contribution au budget de l'ONU et de ses organisations spécialisées les ont aidé à peser sur le cours des événements mondiaux. Leur présence et leur influence au sein de ces organismes contribuait à leur *leadership*.

Trump n'en a eu cure ! En unilatéraliste proclamé, il n'a cessé ses attaques contre le multilatéralisme : affaiblissement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), retrait de l'accord de Paris sur le climat, discours négatifs envers l'OTAN... En pleine crise pandémique, il décide de suspendre la participation américaine au financement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Un dialogue bilatéral, du fort au vassal

Donald Trump a bel et bien introduit dans la politique américaine des ruptures qu'il ne faut pas banaliser, en soutenant qu'elles étaient déjà en chemin sous ses prédécesseurs. Son "*America first*" affirme un égoïsme national revendiqué. Lorsqu'il explique à la tribune des Nations Unies que tous les pays devraient faire de même et avoir d'abord en vue leur intérêt national, il se garde de dire que, dans sa vision, c'est le plus puissant État, c'est à dire le sien, qui impose son intérêt. Ce qu'il veut, c'est un dialogue bilatéral, du puissant au faible, du fort au vassal. Cette ambition peut avoir quelque succès quand elle s'exprime à l'égard d'un pays, comme le Mexique, très dépendant des États-Unis.

Elle se heurte cependant à la résistance d'États, pas forcément sympathiques à cause du gouvernement totalitaire de leur peuple, mais farouchement décidés à ne pas se soumettre, comme l'Iran ou la Corée du Nord. Elle fait le jeu de la Chine, qui ambitionne de devenir la première puissance mondiale. Celle-ci se positionne en garante du multilatéralisme et occupe la place, en prenant de plus en plus de positions de direction dans le système des Nations Unies (1) et en voulant redéfinir les normes régissant celui-ci, n'entendant pas de la même façon que les Occidentaux les droits de l'Homme. De la sorte, sous l'influence conjuguée des États-Unis de Trump et de la Chine, la contestation de la gouvernance mondiale concerne tant son organisation que les principes inscrits au fronton des Nations Unies et qui sont l'héritage de la civilisation née en Europe.

Des observateurs soulignent les voltefaces de Trump ; il est vrai, par exemple, que le traité de partenariat transpacifique ayant quand même été conclu entre les onze autres pays, Trump s'est finalement demandé s'il ne serait pas bon de le rejoindre. D'autres traitent Trump d'épiphénomène ; il est exact que les États-Unis et leur capacité d'influence dans le monde ne se réduisent pas à leur Président et il n'est pas sûr que celui-ci soit réélu. Cependant, si le personnage a quelque chose d'imprévisible, comme l'est sa destinée, il est bel et bien en train de bousculer l'ordre du monde, non pas pour son plus grand bien, mais pour le précipiter dans l'incertitude de menaces aggravées.

Une nouvelle guerre entre Sparte et Athènes ?

Dans une hypothèse dramatique, le bouleversement suscité par la crise du coronavirus pourrait se traduire par une exacerbation de la compétition entre les États-Unis, affaiblis en particulier par la politique de Trump dans leur position de première puissance mondiale, et la Chine, avide de ravir celle-ci, en mobilisant toute son énergie, son intelligence et son efficacité. Graham Allison, professeur émérite à Harvard, évoque, dans son livre *Vers la guerre*, le piège de Thucydide, inspiré du récit de la Guerre du Péloponnèse par cet historien de l'Antiquité. Ce piège se mettrait en place lorsqu'une puissance émergente, hier Sparte, demain la Chine, défie la puissance dominante, hier Athènes, demain les États-Unis. Selon ce piège, États-Unis et Chine suivraient une trajectoire de collision, qui pourrait les conduire à la guerre.

Dans cette configuration géopolitique d'après crise, où les cartes seraient fondamentalement rebattues et qui serait éminemment dangereuse pour l'univers, il faudrait une Europe forte. Encore faudrait-il que celle-ci continue à exister. Or, la catastrophe économique et financière, qui s'annonce, pourrait être tellement difficile à gérer, et les coups de boutoir des puissances rêvant de la disparition de l'Union européenne, États-Unis, mais aussi Chine et Russie, tellement forts, qu'une explosion de l'Europe serait à envisager.

Vers une implosion de l'Union européenne ?

Cette hypothèse a déjà été évoquée avant la crise, des analystes anglo-saxons ayant vu dans le Brexit un moment annonciateur de la dislocation de l'Europe. La crise présente ayant ravivé des clivages anciens, entre Nord et Sud, Est et Ouest, ayant réveillé aussi des nationalismes, elle pourrait se traduire par l'incapacité des Européens à exprimer la solidarité nécessaire pour surmonter la situation. Alors, nos pays seraient seuls, et malgré l'illusion chez certains de leur grandeur, héritée d'images d'un passé révolu, ils ne pèseraient plus sur la scène de ce monde menacé par la guerre.

D'autres pourraient rêver d'un destin helvète, de prospérité à l'écart d'inutiles rassemblements de Nations, mais la Suisse est aujourd'hui englobée géographiquement dans un continent composé de peuples amis. Nos pays, l'Union européenne ayant disparue, seraient des îlots d'un univers peuplé de puissances hostiles ou, au mieux, soucieuses d'établir leur suzeraineté sur les vassaux que nous deviendrions. Il faudrait alors réécrire le roman "Soumission", qui a défrayé la chronique littéraire française, sur de nouvelles bases. Cette hypothèse dramatique n'est heureusement pas la plus vraisemblable, mais le monde d'après la crise actuelle sera changé et lourd de menaces.

L'Europe, porte-parole des valeurs de la démocratie

Les ruptures de Trump doivent être regardée en face pour définir une politique appropriée, *hic et nunc*, ici et maintenant, à ce moment de l'histoire de la planète et de notre Europe. Sans oublier la communauté de civilisation qui nous unit, nous devons considérer lucidement l'enfermement des États-Unis dans l'égoïsme national d'un repli sur soi, paradoxalement menaçant, et admettre que nous serons seuls, nous Européens, dans la nouvelle configuration mondiale.

Si nous voulons défendre nos intérêts, être le porte-parole des valeurs de la démocratie et du respect des droits humains, tenir notre place dans le destin de l'humanité, nous devons progresser, comme le préconise le président français, dans l'affirmation de la souveraineté et la force de l'Union européenne, dans son cheminement vers une puissance, certes pacifique, mais capable de faire entendre et respecter sa voix.

(1) : La Chine a pris la tête de quatre des quinze agences spécialisées de l'ONU : l'Organisation de l'aviation civile internationale - ICAO, l'Union internationale des télécommunications - ITU, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel - ONUDI, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture -FAO.